

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
N° 2025 - P994

**TRAITEMENT DES DOCUMENTS ET DES INFORMATIONS COL-
LECTÉES DANS LE CADRE DES ENQUÊTES DE L'INSEE**

Sommaire

Article 1 - Procédure de passation – Documents régissant le marché.....	3
Article 2 - Objet du marché.....	3
Article 3 - Durée du marché.....	3
Article 4 - Forme et montant du marché.....	3
Article 5 - Description des prestations – Obligation de résultat.....	3
Article 6 - Propriété intellectuelle des résultats.....	3
Article 7 - Prix.....	4
7.1 - Établissement des prix - Forme et contenu des prix.....	4
7.2 - Prix de règlement.....	4
7.3 - TVA.....	4
Article 8 - Conditions d'exécution - Lieux et délais.....	5
8.1 - Émission des bons de commande.....	5
8.2 - Lieux et délais d'exécution des prestations	5
Article 9 - Relations entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire.....	5
Article 10 - Traitement des données à caractère personnel - Confidentialité.....	5
Article 11 - Achats durables.....	8
Article 12 - Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire.....	9
Conformément à son offre, le titulaire réalise une action en faveur d'un jeune en situation de décrochage scolaire.....	9
Exécution de la clause sociale pendant la durée du marché et à l'issue du parcours.....	10
Contrôle et évaluation de l'action de formation.....	10
Article 13 - Moyens confiés au titulaire - Stockage.....	10
Article 14 - Vérifications et décisions après vérifications.....	11
14.1 - Vérifications.....	11
14.2 - Décisions après vérifications.....	11
Article 15 - Pénalités.....	11
15.1 - Pour retard dans les livraisons par le titulaire.....	11
15.2 - En cas de perte ou de détérioration des questionnaires.....	11
15.3 - En cas d'écart important par rapport aux objectifs.....	12
Article 16 - Avance.....	12
Article 17 - Facturation.....	12
Article 18 - Modalités de règlement.....	13
18.1 - Ouverture des droits à paiement.....	13
18.2 - Conditions générales.....	13
Article 19 - Statut du personnel du titulaire.....	13
Article 20 - Langue - Litiges.....	13
Article 21 - Résiliation.....	14
Article 22 - Nantissement – Cession de créances.....	14
Article 23 - Dérogations.....	15



Article 1 - Procédure de passation – Documents régissant le marché

Le présent marché est soumis aux dispositions du code de la commande publique, désigné ci-après par le mot « code ». Il est passé en application des articles R. 2124-1 à R-2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code (appel d'offres ouvert).

Les documents contractuels le régissant sont par ordre de priorité décroissant :

- le formulaire ATTRI 1 (acte d'engagement) signé par le titulaire et le pouvoir adjudicateur ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) ;
- l'offre technique et financière du titulaire.

L'exemplaire original des documents contractuels du marché, énumérés ci-dessus, qui est conservé dans les archives de l'administration, fait seul foi.

Article 2 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la traitement des informations collectées dans le cadre de certaines enquêtes de l'Insee.

Article 3 - Durée du marché

Le marché prend effet à sa date de notification et reste en vigueur pour une durée de deux ans, reconductibles deux fois un an.

Article 4 - Forme et montant du marché

Le marché est un accord-cadre conformément aux dispositions des articles R2162-1 et suivants du code. Il s'exécute par émission de bons de commande.

Il est conclu avec un montant minimum de 100 000 € HT et avec un montant maximum de 500 000 € HT.

Article 5 - Description des prestations – Obligation de résultat

La description détaillée des prestations figure au CCTP.

Pour chaque prestation, le titulaire est soumis à une obligation de résultat se traduisant par le strict respect des délais et des spécifications du CCTP.

Article 6 - Propriété intellectuelle des résultats

Pour le présent article, les prestations s'entendent limitativement. Il s'agit des données collectées, des fichiers et des documents à fournir par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur peut librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations.

Il acquiert la propriété des résultats des prestations à l'occasion de l'exécution du marché.



Le titulaire cède à l'administration tous droits de reproduction, utilisation, adaptation, chargement, affichage, stockage, correction, traduction, incorporation, modification des résultats, ainsi que le droit de communiquer à des tiers les résultats, par tous procédés.

Les droits sont cédés à titre exclusif pour la durée de la propriété intellectuelle et pour le monde entier, sur tout support, notamment papier et internet.

Le montant de cette cession est compris dans les prix du marché.

Le titulaire ne peut pas utiliser les résultats des prestations à d'autres fins que celles prévues au marché et en aucun cas pour ses besoins propres. Cette interdiction porte sur toutes les informations, qu'elles aient donné lieu à une admission ou à un rejet.

Article 7 - Prix

7.1 - Établissement des prix - Forme et contenu des prix

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres.

Les prix sont forfaitaires ou unitaires, selon les prestations prévues au marché. Ils sont indiqués dans l'offre financière.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris les frais généraux, les frais de transmission des données, les frais de déplacement du titulaire, l'équipement et le matériel de ses enquêteurs pour la réalisation de l'enquête, les impôts et taxes et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

7.2 - Prix de règlement

Les prix sont révisables à la date anniversaire du marché, à l'initiative du titulaire, par application de la formule paramétrique suivante :

$$P_n = P_o [0,25(IPPS_n/IPPS_o) + 0,75(ICHTR_{rev-TS_n} / ICHTR_{rev-TS_o})]$$

Dans laquelle

P_n = prix révisé

P_o = prix initial

IPPS = Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Prix de base – CPF 63.11 – Série 010546011 – Traitement de données, hébergement et activités connexes, [disponible sur le site Insee.fr](http://insee.fr)

ICHTR_{rev-TS} = indice du coût horaire du travail révisé – tous salariés des services administratifs et de soutien identifiant 001565196 Insee – [disponible sur le site insee.fr](http://insee.fr).

La valeur « n » de ces indices est la dernière connue au 1^{er} juillet de l'année n (date de la révision de prix).

La valeur « o » est la dernière connue à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

En cas de disparition d'un indice, la formule de raccordement avec le nouvel indice le plus proche est donnée sur le site Insee.fr.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG/FCS, les calculs partiels seront arrêtés à la 3^e décimale et le calcul général sera limité à deux décimales et arrondi par défaut si la quatrième décimale est inférieure à 5, par excès si elle est égale ou supérieure à 5.

Les prix de règlement ainsi établis n'ont pas à être constatés par avenant.

7.3 - TVA

Le taux de TVA est susceptible de subir des variations en fonction de la législation en vigueur, sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant.



Article 8 - Conditions d'exécution - Lieux et délais

8.1 - Émission des bons de commande

L'exécution des prestations est subordonnée à la notification préalable de bons de commande par le pouvoir adjudicateur.

Tout bon de commande émis pendant la durée de validité du marché sera poursuivi jusqu'à sa complète exécution.

À compter de la date de réception du bon de commande, le titulaire dispose d'un délai de cinq jours ouvrés pour faire connaître ses observations. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté le bon de commande considéré.

Les unités d'œuvre commandables sont indiquées dans l'offre financière.

Il est précisé que les questionnaires hors-champ ou incomplets ne peuvent pas être facturés.

8.2 - Lieux et délais d'exécution des prestations

Les lieux de réalisation des prestations et de livraison des livrables sont indiqués dans le CCTP.

Le calendrier et les délais d'exécution sont indiqués au CCTP.

Article 9 - Relations entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire

Les correspondants Insee du titulaire sont désignés à la notification du marché.

Le titulaire s'engage à alerter le pouvoir adjudicateur en cas de risque dans le déroulement du marché, en particulier en matière de délais ou en cas d'impossibilité de respecter le CCTP.

Article 10 - Traitement des données à caractère personnel - Confidentialité

Le présent marché public comporte le traitement de données à caractère personnel.

Précisions terminologiques :

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD)

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :



1. stocker et traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du présent marché public ;
2. stocker et traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur figurant au présent marché. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur;
3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel stockées et traitées dans le cadre du présent marché public ;
4. veiller à ce que les personnes autorisées à recueillir les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD)

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données. Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 2 heures après en avoir pris connaissance et par *message électronique*. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;



- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité prévues dans les consignes données par l'Insee et dans le présent document.

Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit détruire toutes les données à caractère personnel sur support papier, ou numérique. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction

Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD)

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification du marché public le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD)

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;



4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
- o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Documentation (article 28.3.h du RGPD)

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits

Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire

L'acheteur s'engage à :

- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et Libertés de la part du titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire

Attention : Les documents à traiter et les fichiers informatiques contiennent des données à caractère personnel. En conséquence, ils ne pourront être traités que sur le territoire français, dans l'un des pays de l'UE ou dans l'un des pays tiers pour lesquels la Commission Européenne a émis une décision constatant le niveau de protection adéquat des données à caractère personnel (« pays sûrs »).

Obligations liées à la confidentialité

Compte tenu de la nature des prestations à exécuter et en complément aux dispositions prévues à l'article 5 du CCAG - FCS, le titulaire s'engage à prendre toute précaution utile pour qu'aucune information tirée des documents qui lui sont confiés, au titre du marché ne puisse être divulguée à des tiers (y compris les données chiffrées et textuelles de ces documents consignées sous une forme structurée exploitable par le statisticien (base de données)).

Le personnel appelé à exécuter le marché sera tenu à une obligation de discrétion à l'égard de tous faits, informations ou documents dont il aura eu connaissance lors de l'exécution du marché.

Chaque agent s'engage sur l'honneur à ne faire, ni pendant, ni après l'exécution du marché, aucune communication écrite ou verbale concernant toutes informations confidentielles qui pourraient lui parvenir à l'occasion de l'exécution du marché, selon le modèle d'engagement de confidentialité fourni en annexe du CCTP.

Tout manquement aux obligations de discrétion et de confidentialité est susceptible de tomber sous le coup de l'article 226-13 du code pénal et de l'article 50 de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 (loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Le titulaire est responsable de l'application du respect de cette clause en ce qui concerne ses éventuels sous-traitants.

Enfin, les obligations de discrétion et de confidentialité du présent article s'étendent au delà de la date de fin du marché.

En cas de violation par le titulaire des obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'Insee peut également résilier le marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable.

Article 11 - Achats durables

Dans le cadre de l'engagement de l'Insee en faveur du développement durable, une réflexion et une attention particulières sur « l'achat durable » sont attendues. Il s'agit d'une démarche



d'éco-responsabilité pour la protection de la nature, le maintien de la biodiversité et des écosystèmes, et pour combattre l'épuisement des ressources naturelles.

Dans la volonté de limiter l'impact environnemental, le titulaire veillera également à limiter sa production de papiers (dossiers, courriers...). Pour ses correspondances et publications (supports de formation, etc.) les versions numériques sont à privilégier. Si toutefois elles devaient être sous format papier, des papiers issus d'une gestion durable des forêts devront être privilégiés. Deux labels permettent d'attester de cet engagement durable : les labels PEFC et FSC. Les papiers portant ces labels seront privilégiés autant que possible.

L'Insee est attaché au respect des principes du développement durable et souhaite la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale de l'entreprise.

Article 12 - Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un jeune en situation de décrochage scolaire.

Il s'agit de jeunes entre 16 et 25 ans, d'un niveau de qualification inférieur à celui mentionné à l'article L.313-7 du code de l'éducation, tel que modifié par le décret n° 2010-1781 du 31 décembre 2010.

Cette action de remobilisation est suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Éducation nationale. En cas de réalisation en dehors du territoire national, cette action est mise en œuvre par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs engagés dans la lutte contre le décrochage scolaire.

Le volume horaire minimal exigé est de 150 heures, à réaliser pendant la période ferme du marché. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

○ Conformément à son offre, le titulaire réalise une action en faveur d'un jeune en situation de décrochage scolaire

Dans le cadre de la clause sociale, le jeune bénéficiaire du dispositif est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, la MLDS (ou l'établissement scolaire de rattachement du jeune) et le jeune (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit le jeune dans ses locaux, en immersion complète, et l'accompagne dans les tâches qui lui sont confiées. Le jeune est accompagné par la MLDS du ministère chargé de l'Éducation nationale, qui désigne un tuteur pédagogique.

Le titulaire désigne un responsable des ressources humaines (RRH), qui est l'interlocuteur privilégié de l'Insee, ainsi qu'un référent au sein de l'entreprise. Le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique sont en relation directe.

L'action mise en œuvre fait l'objet d'une validation, par écrit, sous la forme d'un « bilan croisé » réalisé par le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique.

Au terme de son parcours, le jeune bénéficiaire du dispositif peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle).

Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par la MLDS, à l'occasion d'un échange avec le titulaire. A tout moment, le titulaire peut dépasser les objectifs fixés par le marché.



○ **Exécution de la clause sociale pendant la durée du marché et à l'issue du parcours**

Le suivi de la clause sociale est réalisé par l'Insee et la MLDS, qui s'assurent de la réalité de l'action mise en œuvre par le titulaire dans le cadre du calendrier scolaire.

Lors de la réunion de lancement du marché, le thème de la clause sociale est abordé (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise » qui est jointe au dossier de consultation des entreprises ou DCE).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, sur proposition du titulaire ou de l'Insee, dès qu'un ou plusieurs profils de jeunes sont proposés par la MLDS. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » – qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction du ou des profils proposés par la MLDS. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise à l'Insee par le titulaire.

Le titulaire transmet également à l'Insee la convention de stage tripartite signée.

A l'issue du parcours, le tuteur pédagogique et le référent « entreprise » réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de la bonne exécution de la clause sociale par le titulaire.

À la fin de l'action de rescolarisation, le titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne des personnes bénéficiaires de la clause sociale.

○ **Contrôle et évaluation de l'action de formation**

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande de l'Insee ou de la MLDS relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution à l'Insee :

- la « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- la convention de stage tripartite ;
- l'attestation de présence du jeune bénéficiaire ;
- le bilan croisé.

Toute transmission est réalisée dans les dix jours ouvrés suivant la demande par l'Insee.

Pendant et à l'issue du parcours, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec la personne bénéficiaire du dispositif de clause sociale, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer l'Insee et la MLDS. Dans ce cas, l'Insee et la MLDS étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

Article 13 - Moyens confiés au titulaire - Stockage

Le titulaire est responsable de la conservation et de l'emploi de tous documents (carnets papiers ou électroniques, semainiers papiers, questionnaires papiers) qui lui sont confiés, dès que ceux-ci ont été mis effectivement à sa disposition, mais aussi de tout fichier de données construits à partir de ces documents ; il ne peut en user qu'aux fins prévues par le marché.

En cas de défaut de restitution, le pouvoir adjudicateur peut suspendre le paiement des sommes dues au titre du marché jusqu'à ce que cette restitution soit effectivement opérée. Cette mesure n'empêche pas l'application des pénalités financières prévues dans ce cas de figure.

La sécurité des locaux doit permettre d'assurer la confidentialité des données.

À ce titre, les locaux de production (incluant les locaux de stockage) doivent être protégés contre l'effraction.



De plus, le titulaire garantit que l'accès à ses locaux sont surveillés en permanence par un système de badgeage enregistrant les accès. Il doit être possible, à tout moment, de connaître l'ensemble des personnes présentes dans ces locaux.

Article 14 - Vérifications et décisions après vérifications

Les modalités de vérifications relatives à chacune des prestations prévues au marché se font dans les conditions et selon les délais ci-dessous, par dérogation aux dispositions des articles 27 et 28 du CCAG/FCS.

14.1 - Vérifications

La vérification des prestations s'effectue conformément au CCTP .

Les délais de vérifications pour l'acheteur sont de 20 jours ouvrés.

14.2 - Décisions après vérifications

Quand une prestation n'est pas conforme aux spécifications et/ou aux niveaux d'exigence prévus au CCTP, les vérifications peuvent conduire à :

- l'ajournement (exigence de refaire les prestations, selon les conditions précisées au CCTP) ;
- l'application des pénalités prévues au présent CCAP,
- lorsque la pénalité n'est pas définie à l'avance, l'application d'une réfaction ; l'admission avec réfaction correspond à des prestations qui ne satisfont pas entièrement aux conditions du CCTP mais qui peuvent être admises en l'état avec une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées,
- un rejet : la décision de rejet de la prestation commandée entraîne le non paiement de la prestation.

Les décisions d'admission, qui ne sont pas transmises au titulaire, sont matérialisées par une constatation de service fait datée.

Toutes les autres décisions sont prises par le représentant du pouvoir adjudicateur et communiquées au titulaire.

Article 15 - Pénalités

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable sont réglées par précompte sur les paiements à lui faire. Les pénalités sont plafonnées à 25 % du montant HT du marché. Il n'est pas prévu de seuil d'exonération des pénalités.

15.1 - Pour retard dans les livraisons par le titulaire

La valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, est fixée à 5 % de la partie des prestations en retard, pour chaque jour ouvré de retard.

Le nombre de jours de retard est calculé d'après le temps écoulé entre le jour où le livrable était normalement exigible et la date de sa livraison.

Aucune retenue n'est appliquée si le retard est dû à un cas de force majeure, à charge pour le titulaire de mettre la personne publique en mesure de le constater en temps utile.

15.2 - En cas de perte ou de détérioration des questionnaires

Le titulaire est passible d'une retenue sur prestation de :

- 10 € par document manquant ;
- 5 € par document détérioré.



15.3 - En cas d'écart important par rapport aux objectifs

Pour chacune des prestations relatives aux documents mis à disposition du titulaire, si le nombre total de documents dont la numérisation et la transcription, ou la saisie manuelle effectivement réalisée est inférieur à 80 % du nombre de documents à traiter confiés au titulaire par l'Insee, le titulaire encourt une pénalité de 10 % du montant du bon de commande.

Aucune pénalité n'est appliquée si les difficultés pour remplir l'objectif sont dues à un cas de force majeure, à charge pour le titulaire de mettre la personne publique en mesure de le constater.

Article 16 - Avance

Si les conditions prévues aux articles R2191-3 et suivants du code sont réunies et si le titulaire n'y renonce pas dans l'acte d'engagement, une avance de 20 % lui est versée dans les conditions prévues à ces articles.

Le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire au titre d'acomptes ou de solde. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 %.

Article 17 - Facturation

Après exécution des prestations, le titulaire saisit ou transmet sa facture en mode dématérialisé et sécurisé, par l'outil en ligne Chorus Pro, accessible sur Internet à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Après la saisie ou la transmission de la facture, cet outil délivre un accusé de réception et permet au titulaire de suivre en ligne l'avancement du règlement de sa facture.

Les informations suivantes sont **indispensables** pour la transmission des factures du présent marché par Chorus Pro

Siret de l'État : 110 002 011 00044 : lors de la saisie de la facture, dans la partie « destinataire », cocher « Oui » à la question « le destinataire est-il l'état ? » ; c'est ce numéro Siret qui doit alors apparaître comme identifiant. Surtout, ne jamais renseigner le Siret de l'Insee.

Code service en charge des factures : FAC9470075 : dans la partie « destinataire », à la rubrique « service », sélectionner le service spécifié ci-dessus, à l'exclusion de tout autre.

Important : Les factures portent obligatoirement **sous peine de rejet**, outre les mentions légales, la mention suivante :

- **le numéro Chorus du bon de commande, numéro à 10 chiffres commençant par 14.**

En cas de modification d'établissement financier ou du numéro de compte, le titulaire doit en avvertir l'Insee dans un délai de 15 jours par écrit.



Article 18 - Modalités de règlement

18.1 - Ouverture des droits à paiement

L'ouverture du droit à paiement des prestations est acquise à leur admission (constatation de service fait).

18.2 - Conditions générales

Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique : le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert au nom du titulaire ou à tout autre compte que le titulaire désignerait.

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans le délai maximum fixé par voie réglementaire, soit 30 jours.

Ce délai court à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de réception de la facture,
- date d'ouverture du droit à paiement.

Les sommes dues après expiration de ce délai sont majorées des intérêts moratoires au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de sept points.

La date de paiement d'une facture ou d'un groupe de factures exigibles simultanément est portée à la connaissance du titulaire sur l'avis de crédit correspondant.

L'ordonnateur de la dépense est le directeur général de l'Insee.

Le comptable assignataire des paiements est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel placé auprès du ministre en charge du Budget.

Article 19 - Statut du personnel du titulaire

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (léislation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire. En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du montant du marché.

L'accès du personnel du titulaire aux locaux de l'Insee est soumis aux conditions générales imposées au personnel étranger au pouvoir adjudicateur.

Article 20 - Langue - Litiges

La langue utilisée dans les relations avec le titulaire au titre du présent marché est exclusivement le français.

En cas de litige survenant dans l'exécution du marché, la réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.



Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

L'Insee s'engage à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 20 jours ouvrés pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est le service en charge du suivi d'exécution : contacts-marches-publics@insee.fr

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : mediationfournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront également directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux. Cette juridiction est la juridiction administrative de Cergy-Pontoise.

Article 21 - Résiliation

L'ensemble des dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS sont applicables en ce qui concerne les conditions de résiliation du présent marché, le cas de résiliation prévu à l'article 41.1j) du CCAG/FCS, pouvant toutefois être appliqué sans mise en demeure.

Article 22 - Nantissement – Cession de créances

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'[article R. 2191-59](#) du code de la commande publique, auquel renvoie l'[article R. 2391-28](#) du même code (nantissements ou cessions de créances) est le chef du département « cadre de vie et conditions de travail » de l'Insee.



Article 23 - Dérogations

L'article 8.1 déroge à l'article 3.7 du CCAG/FCS, le délai laissé au titulaire pour présenter ses observations étant modifié.

Les articles 10 et 21 dérogent à l'article 41.1 du CCAG/FCS, la résiliation pour manquement aux obligations de confidentialité s'effectuant sans mise en demeure.

L'article 14 déroge aux articles 27 à 29 du CCAG/FCS, les vérifications et leurs délais étant modifiés.

L'article 15 déroge à l'article 14 du CCAG/FCS, les pénalités applicables étant modifiées.

